

DIRECTEUR-PROPRIÉTAIRE.
N. BORDEANO.

ABONNEMENTS:

	UN AN	SIX MOIS	TROIS MOIS
Péra.....	50 francs	26 francs	14 francs
Provinces.....	65 »	34 »	—
Etranger.....	80 »	42 »	—

Toute demande d'abonnement qui n'est pas accompagnée d'un mandat de poste ou d'une valeur à vue sur Constantinople est considérée comme nulle.

Un numéro 60 Paras.

LA TURQUIE

JOURNAL POLITIQUE, COMMERCIAL, INDUSTRIEL & FINANCIER.

ADMINISTRATEUR:
ANDRÉ ZUCKER.

INSERTIONS:

annonces 1 ^{re} page.....	3 piastres la ligne
annonces 2 ^{de} page.....	6 » la »
insertions, corps du journal.....	43 » la »

La Livre Turque à p. 400.

Les abonnements partent du 1^{er} janvier, 1^{er} avril, 1^{er} juillet, 1^{er} octobre, et se paient d'avance.
Les manuscrits non insérés ne seront pas rendus.

Un numéro 60 Paras.

Abonnements et annonces : à Péra, dans les bureaux de LA TURQUIE, rue Kutchuk-Hendek, 29, près la Tour de Galata.

A SKYRNE, chez M. Caridi ; à PARIS, chez MM. Havas, Lafitte et C^e, 8, Place de la Bourse ; à ROME, chez les principaux libraires ; à MILAN, chez MM. Manzoni et C^e, via Della Sala. — Les annonces et abonnements pour l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et la Suisse, sont exclusivement reçus chez MM. Rottler et C^e, à Vienne, 1 Riemergasse, 43. — Les annonces pour l'Angleterre sont exclusivement reçues à LONDRES, chez M. E. Micoud, 439-440 Fleet Street.

LA TURQUIE paraît en deux éditions : une édition du matin, contenant les télégrammes arrivés dans la nuit et une édition du soir, donnant les nouvelles du jour.

Les abonnés recevront, comme par le passé, l'édition du matin. Ceux qui voudraient également recevoir l'édition du soir n'auront à payer qu'un supplément de trois francs par mois. La vente au numéro sera faite au prix d'usage.

TELEGRAMMES.

AGENCE BORDEANO ET C^e

Autriche-Hongrie.

Vienne, le 18 avril.

L'armée et la population ont célébré avec enthousiasme le jubilé de la 50^e année de la carrière militaire de l'archiduc Albert. L'empereur adressé à cette occasion à l'archiduc un autographe très flatteur louant ses vertus militaires et patriotiques.

France.

Paris, 19 avril, soir.

L'Angleterre, l'Autriche et la France ont notifié à la Roumanie qu'elle perdrait ses privilèges consacrés par le traité de Paris, dans le cas où elle prêterait sa coopération à la Russie dans une guerre contre la Turquie.

Angleterre.

Londres, 18 avril.

M. Bourke a déclaré que la Roumanie fait partie intégrante de l'Empire ottoman. Très probablement, M. le comte Schouvalow s'absentera de son poste pour quelques jours.

Allemagne.

Berlin, 18 avril.

Les journaux officiels ne voyant plus de chances de paix engageant les puissances à localiser le théâtre de la guerre.

COURS DES FONDS.

Londres, le 18 avril.

Ouverture... LS. —
5 % ottom. Clôture... » 8,7/8

PARIS, le 18 avril.

Rente française 5 %..... fr. —
5 % ottoman..... clôture » —
5 % » Boulevard (14 h. 10 m.) » 9,20
Rente française..... » 104,50

VIENNE, le 18 avril.

Obligations Rouméliques..... Fl. 14. —
Pièce de 20 francs..... » 10,37
Ago..... » 114,75
Change sur Londres..... » 129,90

LONDRES, le 19 avril.
Ouverture... LS. —
5 % ottom. Clôture... » 9,1/8

PARIS, le 19 avril.

Rente Française 5 %..... Fr. —
5 % ottoman..... clôture » 9,05
5 % » (Boulev. 10 h.) » 9,05
Rente française..... » 104,65

BOURSE DE GALATA

10 heures

Ouverture..... P 10,13
En ce moment..... » 10,42
Obligations Rouméliques..... fr 26,75
Papier-monnaie — L. T. 100 P. 164. —
OBSERVATOIRE IMPÉRIAL MÉTÉOROLOGIQUE.

TEMPS MOYEN DE CONSTANTINOPLE.

20 avril 1877.

Lever du soleil..... 5 h. 46 m.
Coucher..... 6 » 44
Temps moyen à midi apparent..... 14 » 58 50

8 heures du matin.

Baromètre..... 755,5
Thermomètre..... 43,0
Vitesse..... 25,0
Maxima de la veille..... —
Direction et force du vent calme.

NOUVELLES DIVERSES.

Télégramme, en date du 14 avril, adressé au ministre de l'Intérieur par Nafiz pacha, gouverneur général de Bosnie.

Le commandant de la division militaire de Banjaluka me télégraphie aujourd'hui que le capitaine Assel effendi a été de son détachement à rencontre, le 12 avril, dans la forêt de Lobanof-tcha (commune de Zoppa) une bande composée de trente individus et commandée par le nommé Lazrovitch, un des lieutenants du chef Despotovitch. Dans la lutte qui s'en est suivie le chef de la bande et dix-sept de ses compagnons sont tombés morts. Notre détachement n'a essuyé aucune perte. Les détails par la poste.

(Communication officielle.)

Le Levant Herald a publié dans son numéro du 5 avril, une lettre d'Adana, dans laquelle il est question de la mort d'un forgeron de la communauté arménienne à la suite des coups qu'il aurait reçus de la part d'un inspecteur municipal.

Une enquête a été ordonnée à ce sujet; une autopsie en règle a été faite et il résulte de la déclaration des médecins que le cadavre ne portait aucune trace de violence et que l'individu était mort d'un point de côté.

Le Divani-Temyiz d'Adana a, de son côté, fait une instruction des plus minutieuses sur cette affaire; plusieurs témoins qui étaient voisins du défunt ou qui se trouvaient devant la boutique ont été entendus, et aucun fait n'a été prouvé à la charge de l'inspecteur municipal accusé de s'être porté à des voies de fait contre le défunt.

Il est établi que quelques malveillants s'étaient emparés de cet incident pour calomnier les autorités locales.

Le 7/19 avril.

Hier, un conseil extraordinaire s'est réuni à la Sublime Porte sous la présidence du Grand-Vézir.

Après la séance, Son Altesse, accompagnée de quelques-uns des ministres, s'est rendue au palais pour soumettre à Sa Majesté le résultat des délibérations du Conseil.

Le Grand-Vézir et les ministres qui l'accompagnaient ont été invités à dîner au palais.

Sa Majesté l'Empereur du Brésil vient de conférer à S. M. I. le Sultan le grand cordon de l'ordre de Cruzeiro.

Jusqu'à hier soir on n'avait encore reçu aucune nouvelle officielle relativement au voyage de l'Empereur Alexandre. D'ailleurs, les dépêches arrivées jusqu'au moment où nous mettons sous presse ne font aucune mention de ce voyage, non plus que des dernières déclarations prises par la Russie.

On savait seulement, selon toutes les probabilités, l'Empereur de Russie ayant dû quitter hier sa capitale pour aujourd'hui, se rendre à Moscou.

Contrairement à ce qui avait été annoncé, aucun ordre n'est encore arrivé de St-Petersbourg au sujet du départ du personnel de l'ambassade et du consulat de Russie.

Dans la nuit d'avant hier, dit le Néologos, un vol a été commis à Candili du Bosphore dans la maison habitée par l'avocat M. Van Branteghem. Des mal-faiteurs venant du côté de la mer ont pénétré dans cette maison et ont enlevé tous les meubles et tout ce qu'ils ont trouvé.

D'après les renseignements du journal grec, les vols sont assez fréquents à Candili qui relève du mutessarif de Scutari.

Nous lisons dans le numéro d'hier du Djirid-Ashkerah, journal officiel : Les corvettes Idjalté, Feth-Bulend et Mukademei-Khair viennent de quitter notre port, sous le commandement du contre-amiral Moustapha pacha, commandant en second de la flotte cuirassée.

Ces navires vont en croisière dans la mer Noire, sur la côte de Roumélie.

La corvette Lutfi-Djellil et les monitors Hezber et Séfi sont arrivés à Souline.

La corvette Hifz ul-Rahman ira, dans quelques jours, renforcer la flottille du Danube.

Les nouvelles reçues par le courrier de Varna confirment le bruit qui avait couru ici d'une concentration de troupes roumaines à Kalafat.

Le Vakit apprend qu'on formera aux environs de Yildiz-Kiosque un camp où seront cantonnées, par mesure d'hygiène, les troupes qui arrivent successivement à Constantinople.

D'après les journaux turcs, le directeur du journal ture Mussavat a été arrêté pour avoir publié ces derniers jours des articles hostiles à Youssouf pacha, ministre des finances.

Abdullah Hassib effendi a été désigné par le ministre pour soutenir l'accusation dans ce procès.

Les journaux d'Athènes annoncent que M. Polymeri est nommé consul de

Grèce à Chio, en remplacement de M. Eugénides, mis en disponibilité.

On dit que la Porte a invité le général Klappa à revenir à Constantinople et que son entrée au service militaire turc avec un rang élevé serait en perspective pour un jour prochain. Par contre, le bruit d'après lequel le général serait chargé de former une légion composée de volontaires hongrois et autres étrangers dont il aurait le commandement, serait prématuré. (Levant Herald).

Le bateau des Messageries maritimes La Provence, venant de Marseille, est passé aux Dardanelles ce matin à 6 heures.

ACTES OFFICIELS.

Nominations—Promotions.

Par ordonnance impériale :

Tahsin pacha, membre du Conseil du ministère du commerce, est nommé vice-président de ce Conseil ; nommé membre du Conseil du ministère du commerce ;

Tchomakoff effendi, notable bulgare, est nommé membre du Conseil d'Etat ; Kilitchi-zade Agob effendi, est nommé membre du Conseil du ministère du commerce.

LIBERTÉ ET PROTECTION.

Sous le titre Liberté et Protection, M. Jean Mussida a publié à Milan un ouvrage sur l'économie politique.

Nous avons reçu le premier volume de cet ouvrage, que nous avons lu avec beaucoup d'attention et où nous avons trouvé l'exposé de principes d'économie politique incontestablement exacts.

L'auteur, après avoir consulté consciencieusement tous les ouvrages anciens et modernes traitant le même sujet, passe en revue toutes les opinions des économistes politiques et se livre à des discussions très sensées pour relever les erreurs courantes.

L'exposé que fait l'auteur des principes d'économie politique nous avait fait craindre, de prime abord, que M. Mussida ne fût un protectionniste acharné ; la lecture de son travail nous a convaincu cependant du contraire.

L'auteur demande la liberté d'échange mais réglementée selon les conditions économiques de chaque Etat ; il veut que cette liberté soit relative et non absolue. La liberté absolue est, à son point de vue, un mot vide de sens.

Il faut que la liberté soit entourée de garanties et de protection ; sans cela, elle dégénère en chimère, devient une utopie dangereuse pour les intérêts économiques de ceux qui la proclament.

Il est nécessaire que chaque Etat étudie sa condition d'être social et porte toute son attention sur la production indigène. Il connaît ainsi les véritables ressources qui lui serviront pour établir d'une manière solide les progrès de la richesse publique, base unique de la prospérité nationale.

M. Mussida soutient qu'un pays agricole doit avoir absolument une industrie nationale. Avec la seule production du sol tout Etat est fatalement condamné à la misère.

Un pays, dit l'auteur, qui exporte ses produits agricoles et importe les produits de l'industrie étrangère, court inévitablement à sa ruine.

M. Mussida classe la production en trois catégories :

- 1^{re} Production naturelle ;
- 2^{de} Production manufacturière ;
- 3^{de} Production artistique.

L'auteur dit qu'un pays, pour être riche, doit posséder ces trois genres de production ; or, s'il n'a que les produits naturels et qu'il emprunte à l'étranger les produits de la deuxième et de la troisième catégorie, ce pays est voué à l'indigence.

Ces déductions sont le résultat de comparaisons faites entre les Etats modernes ; l'auteur les appuie de faits indiscutables.

La richesse nationale est le fruit de l'activité scientifique, agricole et industrielle du peuple ; pour obtenir cette richesse, il est indispensable que le gouvernement protège les éléments de la production 1^{re} par le développement des voies rapides de communication ; 2^{de} par l'encouragement de la production naturelle ; 3^{de} par une protection efficace de la production manufacturière contre la concurrence étrangère.

L'auteur ne nie pas que la première partie de ce remarquable travail d'économie politique. Nous nous réservons donc de traiter ce sujet, lorsque l'auteur nous aura envoyé le complément de son œuvre.

Nous pouvons pourtant assurer à M. Mussida que sa doctrine rencontrera beaucoup de faveur dans le monde savant. Plusieurs Etats ne manqueraient pas de profiter également des idées qu'il expose avec tant de clarté et qu'il étaye sur des arguments sérieux.

ANGLETERRE.

CHAMBRE DES COMMUNES.

Les journaux d'Europe nous apportent un résumé télégraphique plus complet que celui que nous avons déjà donné de la réponse que M. Hardy a faite à la motion présentée par M. le marquis de Hartington :

M. Hardy, secrétaire d'Etat au département de la guerre, répond que le gouvernement est exactement dans la même position où il a toujours été et qu'il n'a rien à rétracter. Il déclare que la correspondance déjà communiquée explique complètement l'attitude du gouvernement jusqu'à la date où s'arrête cette correspondance. L'accusation faite par lord Hartington aurait dû avoir pour objectif un vote de blâme et non une motion pour communication des correspondances échangées.

Le gouvernement anglais ne se refusait pas à donner connaissance des projets primitifs du protocole, mais les autres puissances s'opposent à cette publication parce qu'il s'agit de documents confidentiels et incomplets.

La correspondance relative à la circulaire du prince Gortschakoff a été publiée ; d'autres documents l'ont été également, mais la correspondance spécialement demandée ne peut pas l'être, et le gouvernement anglais oppose un refus formel à toute proposition de ce genre. (Vifs applaudissements sur les bancs ministériels.)

Répondant ensuite à la partie du discours dans laquelle lord Hartington dit que le gouvernement anglais négocierait avec la Russie seule, sir Gathorne Hardy dit qu'il a contracté toutes les puissances européennes sont également intéressées dans la question. Il nie que la déclaration de lord Derby annexée au protocole doive amener les hostilités. Ce sont des discours comme celui de lord Hartington qui sont susceptibles de les provoquer.

La circulaire de la Turquie en réponse au protocole sera déposée ce soir. Il doit avouer

que ce n'est pas un document de conciliation et qu'il n'apporte pas la paix. Mais, même à l'heure qu'il est, le dernier mot de l'Angleterre, dans l'intérêt de la paix, n'a pas encore été prononcé.

Lord Hartington a assumé sur lui une grande responsabilité, en admettant que la Russie a le protectorat des chrétiens de la Turquie. La Russie elle-même n'a jamais réclamé ce protectorat jusqu'en 1854, et, à cette époque, il a été mis fin à sa demande par le traité de 1856. Or, ce traité établit l'action commune des puissances et c'est la violation de ce traité que propose lord Hartington.

Le gouvernement anglais a toujours déclaré qu'il s'associerait aux conseils de l'Europe pour maintenir la paix, assurer l'indépendance du sort des chrétiens et une meilleure administration de la Turquie tout entière.

Il a toujours déclaré aussi qu'il n'adopterait pas une politique devant amener la guerre ou bien devant l'impliquer dans une guerre. La Turquie n'a fait ni tort ni injure à l'Angleterre, et malgré toute sa sympathie pour les chrétiens, le gouvernement anglais ne peut pas hésiter à déclarer qu'il n'a pas reçu mandat de Dieu pour entreprendre une pareille guerre.

Si la Turquie avait fait quelque offense à l'Angleterre, rien ne saurait autoriser l'Angleterre à tirer l'épée.

Le gouvernement anglais a signé le protocole parce qu'il était informé qu'il offrait ainsi à la Russie une dernière chance de désarmer, mais il y a annexé la déclaration de lord Derby pour le rendre nul si cette paix n'était pas assurée. Le protocole lui-même a été signé dans l'intérêt de la paix.

Sir Gathorne Hardy repousse avec indignation l'odieuse accusation d'après laquelle le gouvernement anglais se serait montré indulgent pour les excès qu'il a laissés commettre le gouvernement turc. Le ministre des affaires étrangères a rempli tous ses devoirs envers le Parlement anglais en lui soumettant tous les documents officiels. Si la Chambre n'a pas confiance dans le ministre des affaires étrangères, qu'elle s'en débarrasse. Mais qu'elle ne vienne pas attribuer ses fonctions. L'orateur déclare absurde l'idée d'après laquelle, si la Turquie était privée de ses possessions, les nations et les peuples intéressés arrangeraient pacifiquement entre eux leur territoire et leur forme de gouvernement.

Il conclut en se félicitant de ce que, jusqu'à présent, peu de sang ait été versé, et des efforts tentés par lord Derby, en faveur du maintien de la paix. Lord Derby, dit-il, dans toutes ses négociations a toujours cherché l'équité que les finances, et à gagner par là l'admiration et la confiance non-seulement de son pays, mais encore de toute l'Europe. Ce discours a été fréquemment interrompu par des applaudissements.

Le livre vert Italien.

Nous empruntons au journal le Temps, une dépêche de M. Nigra à M. Melegari, en date du 10 décembre 1876, indiquant les dispositions respectives de la Russie et de l'Italie devant la perspective d'une occupation de certaines provinces turques :

L'ambassadeur du roi d'Italie à Saint-Petersbourg au ministre italien des affaires étrangères.

Saint-Petersbourg, 10 déc. 28 nov. 1876.

(Reçu le 16 décembre.)

Monsieur le ministre, j'ai eu l'honneur de l'empereur, Sa Majesté m'a parlé presque exclusivement de la question d'Orient ; dont son esprit est plus spécialement préoccupé en ce moment. Sa Majesté m'a dit que les premières dépêches envoyées de Constantinople, à dater de l'arrivée du marquis de Salisbury, lui avaient produit une impression favorable, et qu'en conséquence elle ne désespérait pas qu'il put établir un accord entre les grandes

puissances.

tour de lui, comptant ses hommes, comme des têtes de bœuf. Il arriva jusqu'à la tribune seigneuriale, séparée du reste de la nef par une balustrade en bois ; il y prit place, et le diacre chanta le premier verset de la porte close du saint des saints. La messe terminée, comme Bregno s'apprêtait à quitter le lieu saint, il vint se prosterner en habits sacerdotaux devant la table d'actions de grâces. Mécontent de cette innovation, il frôna le socle. Qui donc, dans son église, avait eu l'audace de demander une prière spéciale sans qu'il en fût prévenu ? Cependant il garda le silence ; ses yeux erraient çà et là dans les groupes.

Son bêtise était une bêtise extraordinaire. Les têtes et les épaules, s'inclinant et se redressant, ondulaient dans toute l'église comme des épis au jour de temple. Le prêtre, à haute voix, le visage ouvert et engageant, avait des yeux bleus, une barbe brune et de longs cheveux qui le faisaient ressembler au Christ peint sur la porte du tabernacle. Son visage avait une expression de douceur et de fermeté virile, propre à inspirer la confiance et le respect. Plein de pitié, il regarda les paysans. Nouveau parmi eux, il ignorait encore l'étendue de leur misère et le rage sourd qui couvait dans leurs âmes. Demandez-mes enfants, dit-il, et il vous sera donné ! Allez implorer la miséricorde de votre seigneur, et peut-être la compassion ouvrira-t-elle son cœur à vos prières. — Il ne céda jamais ! murmura un paysan à l'air farouche. — Il cédera peut-être cette fois, blâma-t-il. Ne désespérez pas de la Providence. Si vous le voulez je dirai pour vous une prière après la messe.

Nous ne pouvons pas la payer ! répondit un autre paysan. — Ne vous inquiétez pas de paiement, dit le prêtre en souriant. Allez, mes enfants, la prière repousse le cœur ; peut-être Dieu ouvrira-t-il à la miséricorde l'âme de votre seigneur. — Il entra dans l'église avec le sacristain. La foule le suivit lentement. — Le seigneur se faisait attendre. — Jamais il n'eût permis qu'on commençât l'office sans lui ; enfin la cloche retentit à coups égaux et réguliers, le maître approchait. Il passa le seuil de l'église, la tête haute, regardant au

mes, il n'en était pas même question. Quel audacieux eût osé franchir cette enceinte, par redoutable que les haies d'épines vives qui protégeaient les châteaux enchanterés ? Daniel Bagriano avait des chiens ; mais ces chiens, nourris de viande crue et lâchés tous les soirs, étaient moins terribles que le regard froid et perçant des yeux bleu-clair du seigneur.

Jamais personne n'avait vu Bagriano en colère. On eût dit que, tout enfant même, il avait ignoré les révoltes soudaines et les mouvements involontaires d'une irritation secrète. Son visage exsangue, ses sourcils blanchis de bonne heure comme sa barbe abondante et soignée, lui donnaient l'apparence d'un grand calme. Seuls ses yeux et sa bouche, aux lèvres minces, révélaient l'impitoyable ténacité, la ferocité froide de cet homme. Pas plus qu'on ne l'avait vu en colère, de mémoire d'homme, on ne l'avait vu pardonner une offense, volontaire ou non.

L'âge venu, Bagriano se maria. Il épousa la fille unique d'un veuf, son voisin, dont les biens touchaient à ses terres. C'était prévu, et cependant il aise à trente années, seul, car on n'avait plus à craindre une demande de la part du terrible personnage. La jeune mariée, Alexandra Rodionovna, élevée en liberté dans la maison de son père, apprit bientôt à modérer les éclats de sa gaule enfantine. Elle cessa de rire, puis de parler, puis elle apprit à pleurer. — Le tout en quinze jours, et quand son vieux père à moitié imbécile, vint la voir dans sa nouvelle demeure, il eut peine à reconnaître sa petite sœur dans cette femme aux yeux baissés, à la démarche monacale, à la voix étouffée, qui ne parlait que pour répondre, et encore en tremblant. Bagriano l'appela, cependant sa femme qu'il ma chère épouse, mon âme, ma chérie, mais tandis qu'il lui prodiguait ces noms de tendresse, le regard glacial et sardonique de ses yeux clairs suivait les mouvements de la malheureuse. Si faible que fut la lueur d'in-

telligence qui lui était restée, le père de la jeune femme comprit quel devait être le lot de sa fille en ce monde ; au bout de quelques semaines, le chagrin l'avait tué.

Vingt ans s'étaient écoulés depuis, et la destinée de Mme Bagriano n'avait pas changé. Elle avait mis au monde et nourri dix enfants qui tous étaient morts en bas âge. Le onzième enfant était une petite fille frêle et mignonne que la mère ne put nourrir, son lait ayant disparu tout à coup, par suite d'un frayer que lui avait causé son seigneur et maître. Cela sauva l'enfant, qui, nourrie par une paysanne, grandit et prospéra à souhait. Depuis de longues années, il avait coutume de recruter son serail dans les rangs des filles de son village le plus rapproché. Il les faisait venir chez lui, suivant sa fantaisie, les y gardait au jour deux par deux, les faisait manger à la cuisine, et les renvoyait avec un présent, le plus souvent un mouchoir de couleur, de ceux que les femmes portent sur la tête.

Au village, on avait depuis longtemps cessé de le maudire. « A quoi bon, en effet, charger d'impuretés la pierre du sépulchre qui vous dépare à jamais des vivants ? Bagriano était sourd et muet comme cette pierre. De temps en temps, obéissant à une coutume immémoriale, les paysans venaient le supplier de leur remettre l'impôt ou d'attendre la moisson nouvelle, ou d'épargner quelque un de leurs à l'époque du recrutement. Péché perdu ! Son méchant sourire, sa raillerie contenue, ses façons de grand seigneur, tout cela faisait plus lourdement retomber sur eux la pierre d'un instant soulevée par une vague espérance. Aussi les paysans de Bagriano n'étaient-ils plus des hommes. Le village ne connaissait plus les lois de l'hospitalité. Malheur au passant de race noble ou seulement vêtu à l'occidentale qui s'était égaré dans sa promenade, demandait son chemin ! Malheur à celui qui dans les chaleurs de l'été, imposerait un verre d'eau pour éteindre sa soif ! Il se voyait repoussé par les femmes ; chassé

à coups de pierres par les enfants, poursuivi par les chiens hargneux. Tout homme de race noble était un ennemi. Les cabanes nues, le sol aride, les puits desséchés où l'on ne faisait pas revenir la source tarie, de peur qu'il n'en fallût porter l'eau fraîche à la demeure seigneuriale, l'abandon des granges communales, la maigre des chevaux et des vaches, tout parlait eloquement de la tyrannie du maître, tandis que dans les villages environnants de grasses prairies, des bœufs magnifiques, des troupeaux abondants évoquaient les idées de richesse et de prospérité.

La récolte de 1842 fut exceptionnellement mauvaise pour les habitants de Bagriano : la terre, dès la fin de l'hiver, se trouva brulée par un soleil ardent ; une sécheresse de quatre mois consuma la ruine des pauvres gens. Dans les gouvernements de l'intérieur, c'est à dire en province, les communes servies de blés suffisante pour dix années ; mais les paysans de Bagriano n'avaient rien. L'année précédente ne leur avait pas été favorable, et dès le printemps il leur avait fallu emprunter le grain des semences. Septembre était venu, les maigres avoines se ténassaient, légères, et vides, et si vides qu'elles pouvaient, tout au plus, servir de fourrage aux bestiaux faméliques ; la récolte du blé avait été nulle ; les mauvaises herbes avaient tout envahi. Les paysans se virent, un dimanche matin, en face de l'obligation de payer leur redevance au seigneur ; l'hiver menaçait d'être dur, pas un d'entre eux n'eût assuré de pouvoir nourrir sa famille jusqu'au printemps. Bien avant l'ouverture de l'église, les hommes se trouvèrent rassemblés devant la porte. Le sacristain, le doyen du village, — éleva tristement la voix.

— Frères, la commune n'a rien, dit-il, et chacun de vous n'a pas même le nécessaire. Ne faudrait-il pas prier le seigneur de nous remettre notre dette jusqu'à l'an prochain ?

Peut-être Dieu aura-t-il pitié de nous, et nous donnera-t-il une meilleure récolte.

Un morne silence accueillit cette proposition. Les têtes baissées, les épaules prosternées, secouées annonçant le peu de succès qu'elle avait auprès des paysans. En ce moment, le prêtre s'approcha de la porte de l'église. Les hommes s'écartèrent pour lui livrer passage.

— Père, que nous conseillez-vous ? dit le sacristain. — Nous ne pouvons pas payer. — Le prêtre était un homme de vingt-six ans à peine, de haute taille, le visage ouvert et engageant, avait des yeux bleus, une barbe brune et de longs cheveux qui le faisaient ressembler au Christ peint sur la porte du tabernacle. Son visage avait une expression de douceur et de fermeté virile, propre à inspirer la confiance et le respect. Plein de pitié, il regarda les paysans. Nouveau parmi eux, il ignorait encore l'étendue de leur misère et le rage sourd qui couvait dans leurs âmes. Demandez-mes enfants, dit-il, et il vous sera donné ! Allez implorer la miséricorde de votre seigneur, et peut-être la compassion ouvrira-t-elle son cœur à vos prières. — Il ne céda jamais ! murmura un paysan à l'air farouche. — Il cédera peut-être cette fois, blâma-t-il. Ne désespérez pas de la Providence. Si vous le voulez je dirai pour vous une prière après la messe.

Nous ne pouvons pas la payer ! répondit un autre paysan. — Ne vous inquiétez pas de paiement, dit le prêtre en souriant. Allez, mes enfants, la prière repousse le cœur ; peut-être Dieu ouvrira-t-il à la miséricorde l'âme de votre seigneur. — Il entra dans l'église avec le sacristain. La foule le suivit lentement. — Le seigneur se faisait attendre. — Jamais il n'eût permis qu'on commençât l'office sans lui ; enfin la cloche retentit à coups égaux et réguliers, le maître approchait. Il passa le seuil de l'église, la tête haute, regardant au

puissances pour améliorer d'une manière efficace, pratique et durable, les conditions des chrétiens d'Orient. Sa Majesté me fit observer qu'il en avait eu l'intention l'expression de chrétiens d'Orient, et non celle de *Slaves*; parce que, bien plus que d'une question de nationalité et de race, il s'agissait d'une question d'humanité. Sans me répéter textuellement les déclarations qu'il avait faites récemment dans sa conversation bien connue avec lord Loftus à Livadia, l'empereur m'en confirma expressément la signification et la portée, en me disant que, de même qu'il n'avait jamais pensé et qu'il ne pensait pas à conquérir les Indes, de même il n'avait pas pensé et ne pensait pas à des annexions sur le Bosphore.

« Ce que je désire, a dit Sa Majesté, c'est que l'on mette fin à la condition intolérable des chrétiens des provinces turques; que l'on empêche définitivement le retour des vexations, des extorsions et des massacres dans ces contrées; que les bienfaits de la civilisation et d'une administration équitable soient assurés aux populations qui ont eu, commun, avec les chrétiens du reste de l'Europe, le lien des croyances religieuses, et qu'ainsi l'on fasse disparaître une cause permanente de révoltes et de troubles en Orient, aussi bien que d'inquiétudes et de périls en Europe. La Russie, par sa position spéciale, est plus directement intéressée à ce que ce résultat soit obtenu. Mais l'Europe entière y a également un intérêt vital, et, actuellement comme par le passé, je ne demande pas mieux que de procéder d'accord avec les grandes puissances pour faire cesser la crise actuelle, de façon à ce qu'elle ne se reproduise plus. Mais il est nécessaire que les puissances ne se contentent pas seulement de paroles et de vaines promesses. Les réformes publiées dans les protocoles et dans les décrets de la Porte sont toujours demeurées lettre morte. L'organisation d'un système constitutionnel et parlementaire pour tout l'empire turc est une illusion. Ce système ne pourra jamais fonctionner en Turquie. A des maux spéciaux on doit appliquer des remèdes spéciaux, et, au lieu des promesses et des projets illusoires, il faut des faits réels et des mesures pratiques dont l'application soit efficacement garantie. Voilà ce que je demande. Pas d'annexions ou de conquêtes, mais soulagement des chrétiens d'Orient. »

Je répondis à l'Empereur que les renseignements que j'avais adressés Votre Excellence concordent avec ceux qu'avait reçus Sa Majesté relativement à la possibilité d'une issue pacifique de la conférence de Constantinople.

« Les sympathies de l'Italie, ajoutai-je, sont acquises aux populations opprimées de l'Orient. L'action de la diplomatie italienne ne continuera d'être exercée, comme elle l'a été jusqu'ici, pour le triomphe de leur cause, se, défendue par l'Empereur et reconnue juste par l'Europe entière. Nous désirons vivement que la conférence de Constantinople aboutisse à un accord, moyennant lequel les populations chrétiennes de la Turquie puissent jouir effectivement des bienfaits d'une administration régulière, juste, sûre, et, autant que possible, autonome sous la souveraineté de la Porte. Nous contribuerons, pour notre part, à obtenir ce résultat et à chercher, d'accord avec les autres puissances, quelles garanties seront de nature à assurer pour l'avenir. Mais le gouvernement du roi désire en même temps que ces garanties puissent se trouver en dehors d'une occupation armée, qui présenterait le double inconvénient de pouvoir créer de graves complications, et d'être par elle-même une mesure qu'il serait difficile de faire cesser à une époque déterminée. »

A cette dernière observation, l'empereur répondit sans hésiter: « Sur ce point je puis vous assurer que, si je suis forcé d'entrer, je le saurai sortir. »

Ensuite Sa Majesté a examiné la question des garanties. Dans sa pensée, la meilleure des garanties et la plus efficace consiste dans l'occupation armée. Toutefois, l'empereur m'a dit que si la conférence trouvait d'autres garanties non moins efficaces, il les prendrait en considération et les accepterait, parce que son vif désir serait d'épargner, surtout en ce moment, le sang et les ressources de son peuple. Mais, a-t-il ajouté, il est indispensable que ces garanties soient vraiment efficaces et réelles et que la volonté résolue et unanime des grandes puissances impose à la Turquie l'application des réformes qu'on exige d'elle.

L'empereur m'a chargé ensuite de remercier, en son nom, Sa Majesté le roi de l'appui que le gouvernement italien a donné jusqu'à présent aux efforts qu'il fait pour le triomphe d'une politique dont le seul objet est une œuvre de civilisation et d'humanité.

Agitez etc. Signé NIGRA.

DEPÊCHES EN DÉPÔT AU BUREAU DE PÉRA

Mois de Novembre.

Adresse	Signature	Provenance
4 F. Petridis	Eustratio	Galatz
3 Christovitch	Colombi	Tyragor
3 Critiri astrasep	Dalaborta	Braïla

NOUVELLES ÉTRANGÈRES.

FRANCE.

EXPOSITION UNIVERSELLE DE 1878.

On mande de Lisbonne, en date du 6 avril:

La commission portugaise pour l'Exposition universelle de 1878 vient d'être constituée.

Le roi don Fernando, père du roi régnant, a accepté la présidence effective. Le ministre des travaux publics a été nommé deuxième président.

Le ministère de l'instruction publique et des beaux-arts compte prendre une large part à l'Exposition universelle. Les circulaires viennent d'être envoyées par tous les inspecteurs d'académie aux instituteurs et institutrices publiques de la France entière pour les engager à activer les travaux qui sont de nature à figurer à cette Exposition.

Dans ces circulaires, les inspecteurs d'académie ont soin de faire remarquer aux maîtres de nos écoles primaires que la préparation des travaux qui doivent être exposés ne saurait être un temps perdu pour les élèves, puisqu'il s'agit uniquement de faire en cette occasion ce qui s'exécute chaque jour. Assurément, les professeurs et leurs élèves apporteront à cette exécution plus de soin et plus de zèle; mais le ministre de l'instruction publique ne leur demande pas de chercher à réaliser des prouesses

qui dépasseraient leurs forces ordinaires. Ce que M. Waddington tient à constater, c'est le degré exact d'instruction auquel les enfants de nos écoles publiques sont en réalité parvenus. Il sera intéressant de mesurer les progrès qu'il, depuis l'Exposition dernière, se sont produits à la suite des sacrifices considérables consentis pendant ces dernières années en faveur de l'instruction populaire par les représentants du pays.

Les travaux de terrassement du Champ-de-Mars, en vue de l'Exposition de 1878, sont poussés avec une grande activité; les entrepreneurs pensent que ces travaux seront terminés le 25 de ce mois.

Le remblai dans le jardin d'horticulture est achevé aujourd'hui, et l'on commence déjà les tracés pour les plantations.

Dans le courant du mois, les travaux de maçonnerie de la section sud seront terminés; ceux de la section nord sont moins avancés.

Les entrepreneurs de charpentes en fer ont commencé leur travail dans la grande galerie des machines et la galerie d'alimentation.

Comme on le voit, les travaux sont conduits avec toute l'impulsion et toute l'activité désirables, et l'œuvre colossale entreprise sera prête même avant les délais prévus.

NOUVELLES DIVERSES.

M. le président du conseil est rentré à Paris le 9 de ce mois.

Les bureaux des gauches de la Chambre des députés se sont réunis chez M. Le Blond.

Cette réunion avait pour objet principal d'examiner la situation politique et d'organiser la propagande républicaine dans les départements, en vue du prochain renouvellement des conseils généraux.

Le bureau des gauches de la Chambre des députés se sont réunis chez M. Le Blond.

Le Livre jaune, promiss à plusieurs reprises par le duc Dezobis, va être dédicé, paraît-il, distribué dans les premiers jours de la rentrée aux députés et sénateurs.

Ce recueil doit contenir les pièces diplomatiques qu'il n'y a aucun inconvénient à publier, et jettent un peu de lumière sur la direction imprimée à la politique extérieure par le duc Dezobis, principalement dans la question d'Orient.

La session d'avril des conseils généraux a été ouverte le 10 dans toute l'étendue de la France.

Cette session sera courte; elle durera tout au plus une semaine dans la plupart des départements, voire dans quelques-uns, pas plus de deux ou trois jours.

Mais elle aura une importance considérable relativement à l'organisation des partis en vue des prochaines élections pour le renouvellement des conseils. Les conseillers dont les pouvoirs expirent et ceux qui doivent encore rester en fonctions pendant trois ans, vont mettre à profit leur réunion au chef-lieu de chaque département pour se concerter en vue d'une action commune, établir des relations avec leurs députés et sénateurs appartenant à la même opinion politique, et enfin préparer la succès de leur cause aux élections de juillet prochain.

Ce sont les présidents nommés au mois d'août de l'année dernière qui occuperont le fauteuil cette fois encore; la loi, en effet, ne prescrit le renouvellement du bureau que tous les ans, à la session d'août. Il n'y aura, selon l'usage, aucun discours d'ouverture ni des présidents, ni des présidents. Tout au plus, quelques-uns des nouveaux préfets nommés dans les derniers mouvements éprouveront-ils le besoin de se faire connaître, par quelques déclarations, des assemblées devant lesquelles ils vont comparaître pour la première fois.

RUSSIE.

Lettres militaires.

L'ARMÉE RUSSUE DU SUD.

Katlabuch, 30 mars. Voici l'armée qui marche et ne s'arrêtera que sur le dernier pouce du territoire russe. En partant de Bolgrad ce matin, à cinq heures, nous avons longé la frontière jusqu'à la rivière Katlabuch (1); là, nous sommes entrés en Bessarabie et avons pris le chemin de Galiza, petit hameau distant de trois kilomètres des Confins. Mais il s'agit ici de procéder par ordre, si je veux qu'on me comprenne.

Il y a depuis Ackermann jusqu'à Bender, 75,000 soldats de toutes armes cantonnés sur la rive droite du Dniester et destinés à servir d'avant-garde à l'armée. Ces hommes ont reçu ordre de se rapprocher de la frontière, et, à cet effet, l'aile droite, partant de Bender, a décrit un demi-cercle pour arriver à Galiza, l'aile gauche, établie à Ackermann ne bougeant pas, pivotant sur place absolument comme dans une conversion de pied ferme. C'est le mouvement qui s'exécute en ce moment et qui est considéré comme un événement extraordinaire par le public. Évidemment extraordinaire en ce sens qu'on croit qu'il annonce une prochaine entrée en campagne. Cela constaté, je reviens à Galiza.

En arrivant dans ce village, je me suis trouvé perdu au milieu de plus de mille cavaliers et de trois à quatre cents fantassins, sorte d'avant-garde de l'aile droite du corps

(1) Le lecteur va se perdre dans tous ces Katlabuch, un village de Katlabuch, un lac, une rivière. Et ce n'est pas tout encore, car les rivières de Katlabuch sont deux: le grand et le petit Katlabuch. Toutes deux prennent leur source en Bessarabie et viennent se jeter dans le lac de Katlabuch, en Roumanie, à l'endroit où s'élève le village de Katlabuch.

d'armée. Ces militaires étaient là depuis quatre jours et s'occupaient de construire des baraques, car le hameau est insuffisant à les loger tous; tellement insuffisant que, jusqu'ici, on n'y avait cantonné qu'une compagnie d'infanterie. J'ai pu causer avec quelques officiers et apprendre d'eux quelques faits intéressants.

Si l'on a guerre, m'ont-ils dit, le premier corps qui se mettra en marche passera probablement la frontière à Galiza, à Tatar-Bunar et à Divisio, et se dirigera par trois routes différentes sur Ismail et Galatz. Aux yeux de ces officiers, cette manœuvre est inévitable. Les dispositions prises actuellement par le commandement supérieur l'indiqueraient nettement. Il est impossible, en effet, affirmant-ils, qu'on masse près de 100,000 hommes à l'extrême frontière sud pour ne les utiliser que comme réserve. D'autre part, ces officiers, procédant par voie de déduction, sont convaincus que le Danube sera passé à Galatz, ou bien entre Galatz et Ismail. Les mouvements qu'on fait exécuter à l'avant-garde de l'armée indiqueraient clairement, à les en croire, les vues du commandant en chef à cet égard.

Ce qui les fortifie encore plus dans cette opinion, c'est que les chemins, depuis la frontière de la Bessarabie jusqu'au Danube, sont bons et commodés à une armée en marche. D'Ackermann à Kilia par Divisio, la chaussée est large, bien entretenue, point humide, enfin excellente. De Bender à Ismail par Tatar-Bunar, et à Reni et Galatz par Galiza, elle laisse un peu à désirer; mais dans une vingtaine de jours, lorsque la boue aura disparu complètement, elle sera tout aussi bonne que la première. Or, à leur avis, ces considérations doivent entrer pour beaucoup dans le plan de campagne du commandant en chef. Enfin il ne faut pas perdre de vue, concluent les officiers, que de notre frontière au Danube, il n'y a que quarante à cinquante, le plus quatre-vingt kilomètres, c'est-à-dire au maximum six jours de marche. Et comme je me récriais là-dessus, m'appuyant d'ailleurs sur l'autorité du correspondant du *Daily News*, lequel prétend qu'il faudra à l'armée russe six semaines pour se rendre des frontières de la Bessarabie au Danube, ils m'ont répondu en propres termes:

« Nous avons pour les correspondants toute l'estime qui leur méritent, car ils rendent des services; mais lorsqu'ils font des plans de campagne, ils nous font rire. » J'avoue que mes collègues, de mes chers confrères, Les officiers poursuivent: « Est-il croyable qu'il faille à une armée qui n'est pas composée de mornes six semaines, c'est-à-dire quarante jours, pour parcourir quatre-vingt kilomètres? — Quatre-vingt kilomètres! De Kischeneff à Galatz, en passant par Jassy, la distance est bien plus grande, fis-je observer. — C'est vrai, dirent-ils; mais, 1° vous n'avez à Kischeneff que le dixième de l'armée, tout le reste est plus près de la frontière; 2° nous n'irons pas à Galatz par Jany à pied: ce serait de la folie, et nous n'en sommes pas encore là; 3° il y a de Kischeneff à Galatz, à travers la Bessarabie, cent cinquante kilomètres, pas plus. Donc, la partie de l'armée du Sud la plus éloignée du Danube en est à cent cinquante kilomètres. Et croyez que même celle-là ne mettra pas quarante jours à franchir cette distance. » Je me déclarai convaincu, et pour dire dois-je en demander pardon au correspondant du *Daily News*?

Les vivres sont amenés au corps d'Ackermann par Odessa. Il y a d'ailleurs un entrepôt d'approvisionnement de toute sorte à Poddachaba, petit port de l'embouchure du Dniester. Cet entrepôt est alimenté par voies de terre et de mer par des convois de voitures et de bateaux. Il contient, assure-t-on, des vivres de réserve pour 100,000 hommes et pour un mois. On n'y trouve d'ailleurs pas seulement des vivres, mais aussi des effets d'habillement, des chaussures, etc. On l'appelle *Entrepôt général du district d'Ackermann*. Il n'est qu'à quatre kilomètres de cette ville.

Encore un mot de Galiza avant de finir cette lettre. Ce village est situé juste au nord d'Ismail, à environ quarante kilomètres, entre deux rivières: le grand et le petit Katlabuch. Il n'a que trois cents habitants, vivant paisiblement; j'allais dire misérablement. Actuellement, il est occupé par près de 1,500 hommes et 1,000 chevaux; mais, je le répète, ces forces militaires construisent des baraques pour leur usage, car elles ne pourraient jamais trouver à se loger chez l'habitant, et surtout à loger les chevaux.

La position du village est excellente pour une avant-garde, surtout une avant-garde de cavalerie: élevée, pourvue d'eau, entourée de vastes champs inculcés, on la dirait faite exprès pour la destination que les événements viennent de lui donner.

Le pays est pauvre, mais le grand air y abonde. Hommes et chevaux sont contents de s'y trouver et tremblent à l'idée d'en devoir décamper trop vite. Quand je dis qu'ils tremblent, je ne parle que des hommes; pour les chevaux, ils paissent, hennissent et, le printemps aidant, se livrent à d'innocentes ruelles: c'est tout ce que je sais de leurs sentiments.

(National.)

ITALIE.

Naples, 8 avril.

Hier soir est apparue à Cerreto (province de Bénévent) une bande de trente internationalistes armés. Ayant rencontré la force publique, ils ont fait feu, blessé un carabinier et se sont enfuis. Plusieurs ont été arrêtés, les autres sont poursuivis.

La troupe s'est emparée de trente fusils et d'une certaine quantité de munitions.

Le but de cette bande d'internationalistes n'est pas déterminé. C'est une affaire isolée qui n'aura pas de suite. Le ministère a pris à cet effet toutes les mesures nécessaires.

Le maestro Vincenzo Fioravanti vient de mourir, à Naples, à l'âge de quatre-vingt ans. Il composa un grand nombre d'opéras, parmi lesquels nous nous bornerons à citer: *Il Ritorno*, *La Lame* et *il Zoccolato*, *Robinson Crusoe* et *Gli Zingari*. Le premier de ces opéras fut joué avec un certain succès au Théâtre Italien de Paris.

Se trouvant un jour réduit à l'extrême misère et malade, le maestro Fioravanti entra comme le premier mendiant venu à l'Albergo dei Poveri. Aussitôt reconnu, il fut nommé directeur des écoles de musique, aux appointements de 80 fr. par mois. Vieux, courbé sous le poids des ans et des infirmités, il se traînait tous les jours et parfois se faisait traîner de classe en classe pour faire son devoir de directeur. Il souffrait et les écoles de musique languissaient. Mis à la retraite, Fioravanti conserva

son habitation dans l'hospice et le titre de directeur honoraire. Jadis roi de la scène, il est mort au milieu des mendiants.

ALLEMAGNE.

La *Gazette de Strasbourg* annonce que les bataillons prussiens en garnison dans cette ville ont été renforcés de trente hommes par compagnie le 1^{er} avril. Cette mesure qui porte les bataillons à 600 hommes a été nécessaire par les besoins du service qui ont augmenté par suite de l'achèvement des forts de la rive gauche et de l'achèvement dans quelques semaines des forts de la rive droite.

On va construire encore deux forts supplémentaires, l'un à Mundolsheim, l'autre près de la ferme d'Altenheim.

On mande de Nice que le comte d'Arnim, atteint d'un érysipèle facial, se trouve dans un état très grave. Ses médecins redoutent une catastrophe prochaine; leur dernier bulletin signale que le malade a été pris de frissons qui ont duré une demi-heure. Le corps enfle progressivement; en outre, le comte d'Arnim, depuis quinze jours, est devenu aveugle.

Le célèbre homme d'Etat allemand a passé l'hiver à Nice, très retiré, vivant avec sa fille, entouré des soins les plus assidus et de l'affection la plus vigilante. Malgré ses horribles souffrances, il attend la mort avec une grande résignation.

REVUE SCIENTIFIQUE.

Sommaire du numéro 39 (24 mars 1877.)

La Sorbonne et l'Université de Paris, par M. Emile AUGLAVE. — L'espèce humaine d'après M. de Quatrefages, par M. Ed. PERRIER. — La natalité française et les causes de son affaiblissement, par M. BERTILLOX. — Congrès des naturalistes allemands. — Session de Hambourg, Académie des sciences de Paris. — *Science*.

REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE.

Sommaire du numéro 39 (24 mars 1877.)

Les conférences des instituteurs allemands. — L'archéologie et l'épigraphie, par M. G. BLOCH. — Etudes historiques. — Le mouvement littéraire à l'étranger. — Causerie littéraire. — Notes et impressions, par N***. — La semaine politique. — Bulletin.

(On s'abonne au bureau du journal, 8, place de l'Odéon, à Paris.)

Ce qui suit a paru hier dans notre édition du soir:

NOUVELLES DU JOUR.

S. M. le Sultan a bien voulu accorder à Mgr Spacopietra, archevêque catholique de Smyrne et à M. de Burgraff, consul général de France dans la même ville, la décoration du *Medjidie*, 3^{ème} classe.

Mohsin Khan, ministre de Perse, a eu hier une entrevue avec Salfet pacha, dans le ciosk de Son Excellence.

Nous apprenons que depuis mardi dernier le Grand-Vézir invite chaque soir à sa table quinze à seize membres de la Chambre des députés.

On dément le bruit qui avait couru, d'après lequel Mohsin Khan, ministre de Perse à Constantinople, permutterait avec Abd-ul-Rahm Khan, ambassadeur du Schah à St.-Petersbourg.

D'après un journal de la localité, Abd-ul-Rahm Khan a reçu l'ordre de se rendre à Téhéran, pour affaires de service.

Depuis quelques jours d'importantes réparations sont faites au Kiosque de Yildiz où le Sultan passera la belle saison.

Nafiz pacha, premier chambellan de Sa Majesté, se rend très souvent à Yildiz pour inspecter l'état des travaux.

Contrairement à ce qui a été annoncé, l'amiral Hobart pacha n'est pas parti pour la Méditerranée mais pour le Danube où il va faire une tournée d'inspection.

Le canon montre que le propriétaire de l'usine Krupp avait envoyé en cadeau au Sultan Abd-ul-Aziz, a été embarqué hier pour les Dardanelles.

Ca canon doit être placé sur une des fortifications du détroit.

L'agence des paquebots russes a avisé le public par affiches qu'aujourd'hui ont lieu la dernière arrivée et le dernier départ du paquebot-poste faisant le service entre Odessa et Constantinople.

Des télégrammes arrivés ce matin de Poti annoncent qu'il y a eu quelques mouvements de troupes dans les environs de cette ville.

Nous lisons dans la *Vérité*:

Nous sommes autorisés à donner le démenti le plus formel à la « rumeur » que le *Levant Herald* prétend lui arriver de Roustchouk « qu'une pétition circulerait dans l'armée demandant le transfert du commandement en chef des forces militaires impériales du Danube des mains d'Abd-ul Kerim pacha dans celles d'un général que des infirmités physiques ne rendent pas apte à ce poste important ». Les conditions de santé du généralissime n'autorisent nullement à croire à un pareil fait, qui serait d'ailleurs contraire aux principes les plus élémentaires régissant la discipline dans l'armée impériale.

Une service télégraphique en langues étrangères vient d'être établi à la station de Caïffa, vilayet de Syrie. Le prix d'une dépêche simple de la capitale à la sus-

dite destination est de piastres 45, méridjidi.

On lit ce qui suit dans le *Stamboul*:

« On a répandu le bruit hier que les troupes turques au Monténégro avaient échoué dans leurs tentatives de ravitailler Nikitch. Nous apprenons qu'aucune tentative n'a pas encore été faite, et que la garnison de Nikitch a des vivres pour quinze jours encore. »

« Aucun engagement sérieux n'a eu lieu au Monténégro depuis l'armistice. Il y a eu seulement une escarmouche de peu d'importance à Grehova. »

Le steamer *Fayoum* de la compagnie Khédivi, provenant d'Alexandrie à destination de notre port, a échoué hier matin, par un brouillard très intense, près de San-Stéfano. L'agence Khédivi, immédiatement avertie de l'accident, a expédié en toute hâte deux remorqueurs pour porter secours au navire en détresse.

Nous apprenons que l'hôpital militaire, créé à Sophia pour le temps de la guerre de Serbie par M. le baron Hirsch, n'ayant désormais plus de raison d'être, vient de se dissoudre.

La plus vive reconnaissance est due au lieutenant-colonel D'Fano bey qui a dirigé cette entreprise humanitaire avec un dévouement, un zèle et un désintéressement au-dessus de tout éloge. MM. les docteurs Polyak et Dalmédigo, bien connus et appréciés dans notre ville, ont mis à seconder Fano bey un empressement qui ne s'est jamais démenti et qu'on ne saurait trop reconnaître. M. le baron Hirsch, pour mettre le comble à sa générosité, n'a pas cru devoir faire moins que d'offrir en cadeau au ministère de la guerre, tout le matériel que l'hôpital possédait sous forme de lit, lingerie, instruments et appareils, médicaments, etc. Une si grande munificence n'a rien qui nous surprenne venant d'un homme aussi universellement connu. Les libéralités de M. le baron Hirsch, dont le cœur et la main n'ont jamais rien à refuser quand il s'agit de secourir le malheur et la souffrance sous toutes ses formes, (Phare du Bosphore.)

L'occasion nous a été offerte de visiter dimanche passé les établissements philanthropiques de la communauté grecque à Baloukli. Il faut savoir gré à l'éphorie d'y avoir introduit des réformes et d'avoir fait de ces établissements de véritables oasis pour l'humanité souffrante. L'hôpital, où plus de 300 malades sont soignés avec tout le dévouement possible, répond désormais beaucoup mieux au but pour lequel il a été créé. Il reste sans doute encore beaucoup à faire, mais le zèle qu'on déploie permet d'espérer que les imperfections dont on avait naguère à se plaindre, auront bientôt tout fait disparaître.

Sans vouloir trop nous étendre là-dessus, nous nous bornerons pour le moment à demander que l'intendance de l'hôpital exerce une plus active surveillance sur le personnel (hommes et femmes) chargé de soigner les malades.

Un mot sur l'asile des aliénés. Cet établissement très heureusement situé, bien aéré, vaste et spacieux, laisse en général beaucoup à désirer. Nous n'avons pu nous défendre d'une impression tout à fait pénible en voyant servir un sot errant humide, mal aéré, à loger une partie de ces malheureux créatures dignes de toute la sympathie imaginable.

L'hospice des femmes étonnées ne nous a pas paru non plus réunir les qualités requises. Ces malheureuses sont enfermées comme dans des parcs à moutons.

(Phare du Bosphore.)

Dans ces derniers temps les habitants du village de Macrikey avaient constaté de fréquents vols de volailles commis à leur préjudice. Les voleurs enhardis par un complet succès et par l'impunité essayèrent de donner un plus grand essor à leurs opérations. Il y a 14 jours, ils réussirent à dévaliser complètement une boutique d'épicier sise au milieu du *tcharschi* de l'ancien village. Le ceimam de Kutchuk-Tchekmedje, qui demeure à Macrikey même, justement ému de la hardiesse des voleurs déploya une si grande activité qu'il réussit à arrêter, il y a trois jours, toute la bande des malfaiteurs. Une partie des marchandises volées a été retrouvée, sur les indications d'un des coupables, dans les tombes qui ont été mises dernièrement à jour, lors de l'élargissement de la tranchée près de la gare de Macrikey.

Cinq des principaux auteurs de ce vol ont été mis à la disposition du Grand-Zaptié à Stamboul; quelques autres individus d'allures suspectes et sans moyens d'existence, qu'on supposait être les complices avec les voleurs, ont été simplement expulsés du rayon du *caïmaklik* et renvoyés dans leurs foyers.

Dimanche prochain, 22 avril, un sermon de charité sera prêché par le Révérend Père Salvayre à l'église cathédrale du St-Esprit à la messe de 10 heures.

La quête sera faite au profit des pauvres secourus par la société de St-Vincent de Paul, conférence du Saint-Esprit.

Les dépêches suivantes ont été reçues dans notre ville:

Paris, 18 avril. M. de Rochechouart est chargé de la direction du consulat général à Belgrade.

Bucarest, 18 avril. Le prince a l'intention de partir pour Calafat dans les premiers jours de la semaine prochaine. Il n'irait pas à Kischeneff.

M. Coganiceanu, ministre des affaires étrangères, et un aide de camp du prince se rendraient seuls à Kischeneff pour sauver le Czar.

Bucarest, 18 avril.

Des décorations russes ont été distribuées ici.

La plupart des familles roumaines se préparent à se réfugier à l'étranger.

Quelques régiments sont partis hier pour la petite Valachie. Le prince les a accompagnés à la gare; il a dit à cette occasion, qu'il serait toujours avec l'armée, prêt à tout sacrifier, même sa vie, au devoir.

Les chemins de fer transportent gratuitement les soldats qui rejoignent leurs corps.

Quatre bataillons partent aujourd'hui.

On mande de Kischeneff que le mouvement de concentration de l'armée du Sud sur les frontières extrêmes est considéré comme terminé. D'après un bruit qui trouve créance, le passage du Pruth aurait lieu le 17/29 du courant, jour anniversaire de la naissance de l'empereur.

St-Petersbourg, 18 avril.

Le général Ghika, agent de Roumanie à Constantinople, est attendu ici, chargé d'une mission diplomatique.

On assure qu'il doit arrêter avec le prince Gortchakoff un *modus vivendi* pour les troupes russes pendant l'occupation de la Roumanie.

Bucarest, 18 avril.

Le bruit est très accrédité que la Russie a acheté au gouvernement roumain de grandes quantités non vendues de grains et de fourrages amoncées dans les fermes dépendant des domaines de l'Etat et a déjà effectué une grande partie du paiement pour permettre à la Roumanie de faire face à ses frais de mobilisation.

Les Chambres se réuniront le 15/27 du courant. On assure que, par suite d'un accord intervenu avec la Roumanie, les Russes n'entreront pas auparavant.

Le correspondant du *Daily News* écrit de Constantinople, 30 mars:

Les membres (les deux Chambres du Parlement) sont invités à écrire leurs discours, et, après révision, on nous dit qu'ils seront publiés dans un journal officiel turc. Ce journal n'a toutefois pas encore paru. En attendant, il n'est permis à aucun autre journal de publier les débats. J'ai dit dans de précédentes lettres que le principal bénéfice pouvant résulter du Parlement turc serait une discussion des griefs du pays qui instruirait ou formerait l'opinion publique. Il semble toutefois que c'est trop d'espérer même cela. La presse n'est pas libre, ou selon le langage de la Constitution de Midhat, elle est libre « dans les limites prescrites par la loi »; et il paraît que la seule chance d'avoir des comptes-rendus de ce qui se passe dans ce Parlement soigneusement triés, se trouve dans un journal qui jusqu'ici n'a pas paru, et qui, afin qu'il ne publie que ce que les pachas gouvernants veulent communiquer au public, aura comme monopole le droit de publier seul les comptes-rendus des séances du Sénat et de la Chambre des députés.

Autant d'affirmations, autant de calomnies. Le journal officiel qui publie les comptes-rendus des débats du Parlement a paru la veille de l'ouverture, le 18 mars, c'est-à-dire grandement à temps, pour que le correspondant du *Daily News* en eût connaissance et ne niât pas l'existence de ce journal dans sa lettre du 30. Quant à la liberté des comptes-rendus tous les lecteurs de notre journal et de ceux de nos confrères ont constaté et constatent eux-mêmes tous les jours qu'aucune entrave n'arrête la publication des débats. Il est donc calomnieux au premier chef de parler, ainsi que le fait la

il parle de la Constitution, de l'égalité, de l'union etc. ; il pense que par le maintien de la phrase *musulmans et non musulmans* tous les droits sont sauvegardés et conclut qu'il ne faut pas perdre un temps précieux à des débats aussi longs sur cette question.

Nakach effendi. — Dans les débats précédents, il a été démontré que cette phrase n'a rien de contraire à la Constitution et qu'elle doit être maintenue. Je suis toujours d'avis qu'elle est même très nécessaire. D'ailleurs, on ne peut pas, dans une loi organique, faire des exceptions en faveur des provinces qui contiennent plus de chrétiens que de musulmans.

Sébouh effendi. — Il est superflu, en effet, de nous arrêter plus longtemps sur la question de savoir si cette phrase s'oppose à la Constitution. La question a été longuement débattue ; mettons-la aux voix pour en finir. Le président consulte la Chambre.

Sur plusieurs bancs. — Aux voix ! aux voix ! (bruit).

Cantardji effendi veut parler mais il ne peut pas se faire entendre.

Le président. — Mettons la question aux voix. La phrase *musulmans et non musulmans* doit-elle être maintenue, ou bien doit-elle être modifiée ? Que ceux qui sont pour son maintien lèvent la main.

Une dizaine de députés grecs seulement se croisent les bras. Tous les autres lèvent la main.

Le président. — Après avoir jeté un coup d'œil sur la salle, la majorité décide le maintien de la phrase. La question est résolue.

Cantardji effendi. — La question de *musulmans et non musulmans* ne peut pas être résolue par un vote de la Chambre. Les uns sont d'avis que la phrase est contraire à la Constitution ; d'autres pensent autrement. C'est une question de principe et d'après l'art. 147 de la Charte c'est au Sénat qu'il appartient d'interpréter les dispositions de la Constitution. Je propose donc que la question ne soit pas mise aux voix avant de connaître l'interprétation du Sénat. Je propose en outre que la discussion sur les art. 47 et 48 relatifs à la formation des conseils d'instruction publique dans les chefs-lieux des vilayets soit pour le moment ajournée, attendu que le projet ne dit rien sur les attributions de ces conseils.

Le président. — Toute proposition doit être mise ici aux voix et c'est ce que la Chambre a fait. A présent la question est résolue et n'admet plus de délibérations.

La Chambre. — Oui ! Oui ! Elle est résolue.

Le secrétaire passe à la lecture de l'article 50. L'Assemblée générale, y est-il dit, est convoquée une fois par an dans le centre du vilayet. La durée de la session ne peut pas dépasser quarante jours.

Le président. — Quel est l'avis de la commission ?

Rassim bey, rapporteur. — La commission pense qu'il serait mieux de supprimer la phrase *ne pas dépasser quarante jours* et dire simplement que la durée de la session est de quarante jours.

Nakach effendi dit que l'une ou l'autre phrase peut rester sans inconvénient, mais il propose que la loi soit libre de fixer l'époque de la convocation et la localité où l'Assemblée générale sera convoquée.

Le président. — Y a-t-il une réponse ?

Caradja Manouk effendi. ne pense pas que la loi doive décider de l'époque de la convocation.

Le président. — Il ne faut pas oublier que le projet de loi a été élaboré après mûre réflexion.

Alahverdi Ohannès effendi. — Je suis d'avis de laisser au vali le soin de fixer la date de la convocation. La loi dit que l'Assemblée doit être convoquée une fois par an. Cela suffit.

Nafiz effendi. — Je suis du même avis.

Le président. — Nous nous occupons d'une loi fondamentale et non pas d'un règlement. Tout ce que vous dites est donc déplacé.

Un membre. — Si Nakach effendi désire que l'Assemblée générale de sa province soit convoquée à Beyrouth et non pas à Damas c'est probablement parce qu'il redoute pour les membres le voyage de Damas. Mais on sait qu'une très belle chaussée relie Beyrouth à Damas et que l'on peut faire ce voyage très confortablement dans l'espace de douze heures. D'ailleurs, le pays ne se trouve plus dans le même état qu'autrefois. Aujourd'hui il y a des routes, des chemins de fer, et le gouvernement continue de faire créer de nouvelles voies de communication. Par conséquent, il n'y a pas lieu d'évoquer des difficultés de voyage.

Cadri pacha, président du Conseil d'Etat. — Mon avis est que le lieu et l'époque de la convocation doivent être désignés dans la loi. L'Assemblée ne doit être réunie que dans le chef-lieu du vilayet.

Nauphal effendi. — L'article ne fixe que la durée de la session mais il ne dit rien de l'époque de la convocation.

Le président. — Je répète encore qu'il s'agit ici d'une loi fondamentale et non pas d'un règlement. Ce sont des détails qui sont déterminés par un règlement spécial. A présent la Chambre approuve-t-elle l'avis de la commission ?

La Chambre. — Oui ! c'est approuvé.

Hassan Fehmi effendi lit l'art. 51 qui détermine les attributions de l'Assemblée générale provinciale.

Simeonaki effendi demande la parole et lit un discours très long, qui est un vrai réquisitoire contre les fonctionnaires en général. Par le système en vigueur, dit-il, toutes les fois qu'un ou plusieurs habitants adressent une plainte contre un fonctionnaire le Sublime Porte ou le département respectif retransmet la plainte au fonctionnaire qu'elle concerne avec invitation d'y répondre. Il arrive ordinairement que les fonctionnaires accusés trouvent toujours le moyen de se disculper et de poursuivre ensuite leurs accusateurs tout en leur faisant subir toutes sortes de vexations. Le résultat de ce mode de procéder est que les habitants sachant d'avance le sort qui les attend souffrent en silence et n'osent pas se plaindre. En présence de cet état de choses les fonctionnaires ne se voient certainement pas dans la nécessité de changer leur mauvaise conduite.

Pour remédier à cela je désirerais, a ajouté Simeonaki effendi, que les attributions de l'Assemblée générale soient plus larges, plus étendues. Je proposerais donc que l'Assemblée ait dans le chef-lieu du vilayet une commission permanente ayant pour mission d'accueillir et d'examiner les plaintes de la population contre les fonctionnaires. Lors de la convocation de l'Assemblée générale, qui doit toujours se réunir deux mois avant l'ouverture de la Chambre des députés, l'Assemblée prendra connaissance des rapports qui lui seront soumis par la Commission, et après examen elle chargera les députés de la province d'en saisir la Chambre qui, après délibération, insistera auprès de la Sublime Porte, pour la révocation des employés fautifs. C'est mon avis et je prie MM. les députés d'émettre aussi leur opinion à ce sujet et d'indiquer s'ils ont d'autres moyens efficaces pour mettre enfin un frein à la conduite illégale de certains fonctionnaires.

Le président fait remarquer que cette proposition s'oppose en principe à la législation du pays.

Mahmoud effendi. — La porte de la justice est toujours ouverte aux plaignants.

Le président. — Notre règlement d'ailleurs donne la faculté de présenter à la Chambre des pétitions venant de leurs provinces (approbations).

Nauphal effendi. — Cette faculté suffit et je pense que les attributions de l'Assemblée générale, telles qu'elles sont fixées par la loi, sont plus que suffisantes.

Le président. — Y a-t-il une réponse ?

Simeonaki effendi. — Oui. J'analyserai ma proposition.

Le président. — Elle est contraire à la loi. Usheb effendi a la parole.

Usheb effendi, d'Erzeroum. Parmi les autres attributions de l'Assemblée provinciale, la loi lui accorde la faculté de délibérer sur les travaux d'utilité publique et sur les moyens de faciliter l'extension de l'agriculture et du commerce. Mais l'Assemblée se bornera à émettre, après délibération, des décisions dont l'exécution est subordonnée à la volonté des valis qui en ont encore sous leur main la permission du gouvernement central. Il arrivera donc que cette institution ne sera d'aucune utilité, attendu que, par les restrictions dont la loi entoure les travaux de l'Assemblée, les résultats que l'on doit attendre seront négatifs. Je parle par expérience. Qu'ont-elles fait les assemblées générales que nous avons eues en province dans les premières années de l'organisation des vilayets ? Presque rien. Et voilà pourquoi cette institution est tombée en désuétude. Je pense donc qu'il serait mieux d'ajouter dans la loi que l'Assemblée soit autorisée à faire exécuter immédiatement ses décisions en ce qui concerne les travaux d'utilité publique en employant pour cela les fonds qui seront alloués dans ce but à chaque province. Je suis d'avis aussi que les autres conseils des vilayets soient tenus responsables devant les Assemblées générales.

Le président. — La commission doit se saisir de ces questions.

Nakach effendi. — Pour l'exécution des travaux d'utilité publique, il y aura les directeurs spéciaux. En ce qui concerne les allocations budgétaires, nous discuterons cette question lorsque nous nous occuperons du budget.

L'article est voté à une grande majorité, lorsqu'un député demande la parole.

Le président. — L'article est voté. Si vous voulez, donnez votre discours, il sera inscrit dans le compte-rendu.

Le député refuse de déposer son discours qui était écrit.

L'article 52 dit que les fonctions de secrétaires dans l'Assemblée générale seront remplies par les secrétaires du Conseil d'administration du vilayet.

Rassim bey dit que la commission est d'avis que les Katibs du bureau de la correspondance du vilayet puissent être également employés à ces fonctions afin que le fonctionnement régulier du Conseil d'administration ne puisse pas être entravé.

Le président. — C'est un détail qui n'a pas sa place ici.

On passe à l'art. 53 où il est dit qu'en cas de besoin l'Assemblée peut former des commissions composées de membres de l'Assemblée et d'autres personnes compétentes.

Rassim bey, rapporteur, dit que la commission trouve que l'article n'est pas explicite. Ces personnes compétentes ou seront-elles prises ? Est-ce en dehors des membres de l'Assemblée ?

Cadri pacha, président du Conseil d'Etat. — Il ne s'agit pas de prendre de nouvelles mesures. Si les commissions voient la nécessité d'avoir recours aux connaissances des personnes de science et d'art, ils inviteront ces personnes dans les commissions où elles auront voix consultative.

Le président ajoute de nouvelles explications à celles données par le président du Conseil d'Etat et l'article a été adopté sans modification.

A la lecture de l'article 54, Usheb effendi demande la parole et propose qu'on alloue une rémunération aux conseillers généraux qui se rendront au chef-lieu des vilayets, car, dans le cas contraire, seuls les habitants riches pourront accepter cette mission.

La proposition d'Usheb effendi est repoussée par plusieurs députés et le secrétaire passe à la lecture du titre V, chapitre I, traitant des élections dans les vilayets.

L'article 55 fixe les qualités des électeurs qui doivent être âgés de 25 ans.

Manouk Caradja effendi propose l'âge de 21 ans, car, dit-il, la loi commerciale admet le jeune homme âgé de 21 ans le pouvoir de faire le commerce pour leur propre compte.

La Chambre, consultée, vote pour le maintien de l'article.

L'article 56 ne soulève aucune objection.

L'article 57 traite de l'élection des mukhtars et des dérogations dont le mandat est pour une année. Ils peuvent être réélus.

Rassim bey, rapporteur, dit que la commission trouve convenable que la loi parle d'un président de la dérogation.

D'autres députés proposent que les mukhtars soient élus pour deux ans.

Cadri pacha, président du Conseil d'Etat. — La section législative a jugé qu'un an seulement serait mieux. Mais la Chambre peut décider autrement. Je n'ai rien à dire.

La Chambre, consultée, approuve l'article. Les articles 58 et 59 sont adoptés sans aucune objection.

Le chapitre II a trait aux élections des membres des conseils communaux. Le premier article, qui est l'art. 60, énumère les qualités que l'élu doit posséder. Entre autres il ne doit pas avoir fait faillite.

Rupen effendi, d'Andrinople. — La loi dit un failli. Je pense que nous devrions dire un failli non réhabilité. Il faut supprimer le mot *failli* par négligence.

Cadri pacha, président du Conseil d'Etat. — La loi commerciale reconnaît trois sortes de faillites : Les vrais faillites ; les faillites par négligence ; et les faillites frauduleuses. Ces dernières ne peuvent jamais se réhabiliter.

Rassim bey. — Un failli, à quelque classe qu'il appartienne, ne devrait jamais pouvoir être élu.

Le président répondant à Rassim bey. — Il paraît que tous les faillites que vous avez connus avaient fait des faillites frauduleuses. Mais la loi fait des distinctions.

Un membre. De quelque manière que ce soit un failli ne doit pas être élu.

Nakach effendi. — Le failli par négligence s'il est réhabilité pourra être élu. Moi-même qui vous parle j'ai fait en l'an... faillite par négligence (Taksiratli) mais avec l'aide de Dieu, en l'an... j'ai pu me réhabiliter. Depuis j'ai servi pendant plusieurs années le gouvernement comme membre du conseil, etc.

Un membre. — Les faillites par fraude ou par négligence ne pourront pas être élus.

Rupen effendi. — C'est vrai ; d'après la loi ils le pourront, mais je pense qu'il est convenable que le gouvernement n'ait pas confiance en eux.

Le président. — C'est la loi commerciale qui le veut ainsi. Nous ne pouvons pas la modifier.

Nakach effendi. — Les paroles du président me concernent particulièrement... (Rires sur tous les bancs).

Hassan Fehmi effendi, dit que réhabilités ou non, les faillites ne doivent pas être admis au conseil.

Le président consulte la Chambre pour savoir si l'article doit être maintenu dans sa rédaction primitive.

La motion n'ayant pu obtenir la majorité, le président a dit qu'à la seconde lecture on procéderait au vote par assis et levés.

Les articles suivants jusqu'à l'art. 74 prescrivant en détail les opérations électorales sont votés sans soulever d'objections sérieuses.

Le président du Conseil d'Etat annonce à ce moment que le règlement sur les élections des députés est prêt et que sous peu il sera soumis à la Chambre.

Le président. — Nous l'attendons avec impatience.

Cadri pacha. — Oui ! Oui ! Il viendra. La lecture est reprise. C'est le chapitre II relatif aux élections dans les Caza.

Suivant l'article 75 il est dit que les élus doivent avoir des propriétés dans les circonscriptions où ils seront élus.

Husseini effendi Beyhoun, de Beyrouth, dit que ce texte est injuste. Pour avoir le droit d'être élu, dans un caza, il suffit d'être propriétaire dans un autre.

Note est prise de cette observation.

La lecture s'est avancée sans encombre jusqu'à la fin du chapitre, c'est-à-dire jusqu'à l'article 89. Ces articles n'ont pas soulevé de débats importants.

Le président, à la fin du chapitre, demande si la Chambre a quelque chose à dire sur l'ensemble des articles lus.

Un membre. — Rien.

Plusieurs députés. — Nous y reviendrons à la dernière lecture.

Nauphal effendi de Syrie, demande la parole et monte à la tribune. Il tient dans ses mains deux papiers dont l'un bleu et l'autre blanc. Sur le premier sont inscrits des chiffres ; sur l'autre son discours. Nauphal effendi dit qu'en étudiant les lois anciennes et nouvelles sur l'organisation des vilayets il trouve qu'il y a eue une augmentation énorme du personnel, ce qui a occasionné nécessairement une grande augmentation de dépenses.

Les simples *meuniers* de communes, dit-il, se sont affublés du titre de *mudirs* ; les *mudirs* sont appelés *caimaks* et ces derniers ont reçu le titre de *mutesarrifs*. Les simples *khatibs* ont été intitulés *directeurs* de la correspondance, les *mal mudirs* ont pris le titre de *muhassabédjis* et *defterdars*. Tous ces titres pompeux ont occasionné nécessairement une augmentation analogue dans les appointements.

Nauphal effendi, après cette sortie exécutée avec force gestes, a pris son papier bleu et a commencé à supplanter les profits que le trésor retirerait si le service était simplifié.

Voici en deux mots le système qu'il propose :

Nous avons trente et un vilayets contenant en tout 149 sandjaks. Le personnel énorme des districts de ces sandjaks absorbe annuellement 198,342,000 piastres. Avec mon système, l'Etat réaliserait une économie de 99,171,000 piastres. C'est une mine d'or, a-t-il ajouté, en guise de péroraison, que nous ne devons pas négliger. Je soumetts ce bordereau à l'étude de la Chambre.

Le président. — Bien que la question soit déplacée je vous ferai remarquer qu'il n'y a pas de comparaison possible entre l'organisation actuelle et l'ancienne. Pour ne pas vous parler des autres provinces je vous citerai la Syrie qui était divisée en 7 vilayets ou Eyalets. Ce sont : Les Eyalets de Saida, d'Akko, de Jérusalem, de Nablous, de Tripoli, de Damas et d'Alep. Aujourd'hui tous ces Eyalets ne forment que deux grands vilayets, ceux de Syrie et d'Alep qui contiennent quatre sandjaks seulement. Vous voyez donc que vos comptes sont erronés.

Hadji Moustapha effendi de Cozan, approuve la diminution des appointements mais il n'admet pas le changement des titres des fonctionnaires.

Nauphal effendi. — Je puis prouver ce que j'avance.

Le président. — Et moi je vous répète que vous faites erreur.

Nauphal effendi. — Vous me permettez de faire une observation. Vous êtes notre président et au lieu de nous encourager vous nous faites perdre tout notre courage en nous réduisant au silence.

Le président. — Si je dis quelquefois mon avis c'est en ma qualité de député. Mais si vous le désirez je parlerai plus.

Nauphal effendi. — *Estaghirfroullah* (Dieu nous en préserve).

Le président invite le secrétaire de la présidence Munir bey à donner lecture du procès-verbal de la séance publique précédente.

Sarakioti effendi interromp la lecture pour faire remarquer que dans la séance précédente il avait posé la question si la phrase *musulmans et non musulmans* était conforme à l'esprit de la Constitution et que cette question était restée sans réponse de la part du ministère. M. Sarakioti ajoute que cela n'est pas mentionné dans le procès-verbal.

Le président a fait droit à la demande de M. Sarakioti en invitant le secrétaire à en faire mention.

La séance est levée à 6 heures et demie à la turque.

BOURSE

COURS DES FONDS

GALATA, le 18 Avril 1877.

Ouv. du m. P. 10 47

Hausse P. 10 47

Baisse P. 10 41

3 h. du soir P. 10 13

Clôt. du soir P. 10 13

Après Bourse P. 10 13

Actions Société Générale Cp. det. L.S. 2 20

» de la Société de change et val. 1 30

» de la Banque de Consople 3 —

» du Crédit général L.T. 4 35

Tramways 4 25

Laurium Cp. det. Fr. 67 1/2

Crédit Hellenique 110 —

Obligations des Chemins de fer 267 8

1863 Cp. det. 50 —

1865 51 —

Emprunt 1869 Cp. det. 48 —

1872 164 1/2

1873 46 —

COURS DES MONNAIES

(Contre Livre Turque à 100 Piastres)

Livre anglaise P. 109 32

Pièce de 20 francs 87 32

Impériale russe 89 10

Ducat (Crémitt) 51 25

Medjidié blanc (différence) 104 30

Bechlik 112 20

Métallique 113 20

En papier monnaie 164 10

Cuivre 471 —

Change sur Londres 410 40

» de Paris 22 90

Directeur-Gérant N. BORDEAUX.

ANNONCES

MINISTÈRE DE LA GUERRE.

AVIS.

Lundi, 11 avril (v. s.) aura lieu l'adjudication définitive de 50,000 feuz, déjà soumissionnés à 7 1/2 piastres l'un.

La livraison de cet article devra être faite dans un mois et le montant en sera payé en trois termes de 31 jours, à partir de la date du reçu, en médjidié d'argent à raison de 20 piastres ou en *caimé* avec l'agio du jour.

Les personnes qui voudraient concourir à cette adjudication sont invitées à se présenter au Dari Choura le jour sus-indiqué.

Séraskérat, le 18 avril 1877.

MINISTÈRE DE LA GUERRE.

AVIS.

Judi 7 avril (v. s.) aura lieu l'adjudication définitive de 10,000 kilés de blé tendre de Philippopolis et de Zara, livrable sans délai et déjà soumissionné à 34 piastres le kilé et de 10,000 kilés de blé également soumissionné à 32 1/2 piastres le kilé.

Le paiement de chaque livraison quotidienne de cette fourniture sera effectué au lendemain en médjidié d'argent à raison de 20 piastres.

Les personnes qui voudraient concourir à cette adjudication sont invitées à se présenter au Dari-Choura le jour sus-indiqué à 8 heures à la turque.

Séraskérat, le 17 avril 1877.

MINISTÈRE DES FINANCES.

SECTION DES DIMES.

AVIS.

Quarante mille oques de tabacs provenant de la dime de Caza d'Arcthou sont mises en vente aux enchères publiques dans la section des dimes, au Ministère des Finances.

Les personnes qui voudraient concourir à cette adjudication sont priées de s'adresser au susdit département dans l'espace de dix jours, à partir de la date de cette publication.

Constantinople, le 26 mars 1877 (v. s.).

ADMINISTRATION IMPÉRIALE

DES

TÉLÉGRAPHES.

AVIS.

L'administration impériale des télégraphes et postes se référant à ses avis du 3/15 mars et du 30/11 avril porte à la connaissance du public que, sur la demande des adjudicataires l'administration a consenti à remettre l'adjudication définitive du matériel à samedi 16/28 avril à 10 heures à la turque pour apporter les modifications suivantes jugées nécessaires dans le cahier des charges.

1° Le fil de fer sera accepté de n'importe quelle provenance pourvu qu'il réponde aux autres conditions y indiquées. 2° Le règlement du compte de chaque livraison aura lieu dix-huit jours après l'arrivée du matériel à Constantinople. Le public est aussi informé que le matériel indiqué dans le cahier des charges sera adjugé en totalité et non pas en parties.

La soumission devra être présentée sous pli cacheté au jour et à l'heure susmentionnée. Il est bien entendu que les offres faites après le 16/28 avril ne seront pas acceptées.

Constantinople, le 5/17 avril 1877.

(Circulaire).

Nous avons l'honneur de porter à votre connaissance qu'en vertu d'une autorisation du gouvernement impérial, nous venons d'établir en cette capitale, à Galata, rue Perchembazar, N° 30, une Fabrique des Tabacs de Yénitizé de qualités diverses, sous la raison sociale

P. Stalio, Sossidis Frères et C^{ie}, qui sera en mesure de fournir de ses tabacs à partir de jeudi, 3/15 mars, année courante.

MM. P. Stalio et Sossidis, étant originaires de Yénitizé et ayant en ladite ville un dépôt important de tabacs, notre fabrique se procurera sa marchandise de sa source même et par suite ils seront en état d'en offrir de la meilleure qualité et de la mieux choisie. Par conséquent, ils acceptent aussi des commandes pour la vente en gros de leurs marchandises tant pour le pays que pour l'étranger.

La vente se fera au comptant, le papier-monnaie (caimé) de 100 piastres au pair, Messieurs les débiteurs de tabacs qui désiraient acheter à notre fabrique y pourront faire leurs achats à partir de jeudi 3/15 mars 1877.

Galata, le 2/14 mars 1877.

P. STALIO, SOSSIDIS FRÈRES ET C^{ie}.

SERVICE DIRECT POUR VOYAGEURS ET BAGAGES ENTRE VIENNE ET CONSTANTINOPE

des Stations VIENNE, Oderberg, Granitz, Cracovie, Lemberg, Czernowitz, Suczawa, Yassy, Roman, Braïla, Galatz, Bucarest, (Tergovisti) et Bucarest (Filaret) d'une part—par Giurgevo (Smirna), Roustchouk et Varna à CONSTANTINOPE, d'autre part; — et vice-versa pendant la Saison d'Hiver 1876-1877.

ITINÉRAIRE POUR LA SAISON D'HIVER

de VIENNE à CONSTANTINOPE					de CONSTANTINOPE à VIENNE				
Chaque Jeudi et Dimanche.					Chaque Mardi et Vendredi.				
STATIONS	ARRIVÉE	DÉPART	OBSERVATIONS	Distance en kilomètres	STATIONS	ARRIVÉE	DÉPART	OBSERVATIONS	Distance en kilomètres
Vienna (Gare du N.)	h. m. 10 53			143 1	Constantinople ap. midi	h. m. 10 53		Par bateau à vap. du Lloyd.	
Oderberg	5 21	5 36	Jonction de Breslau	234	Varna	4 30	8	Trajet du Danube	
Granitz	5 21	5 36	Berlin. Jonction de Varsovie.	234	Roustchouk	3 1	3 37		
Cracovie	8 52	9 24		460	Giurgevo (Smirna)	4 07	4 37		
Lemberg	5 50	6 50		532	Bucarest (Filaret) G.d.Sud.	6 55	7 05		
Czernowitz	4 50	2 05		538	Tergovisti G.d.N.	7 25	8 45		
Suczawa	4 35	5 11		443	Braïla	4 43			
Jassy	8 09	8 45		1005	Galatz	3 30			
Roman	8 09	8 45		1005	Roman	8 40	8 52		
Galatz	8 09	8 45		1005	Jassy	4 43			
Braïla	8 09	8 45		1005	Suczawa	11 50	12 44		
Bucarest-Tergovisti (G.d.N.)	8 30	8 45		1109	Czernowitz	3 9	3 24		
Filaret Gare du S.	9 1	9 15		1465	Lemberg	10 13	11 25		
Giurgevo (Smirna)	14 30	14 32	Trajet du Danube.	1807	Cracovie	7 47	7 52		
Roustchouk	12 30	1 43		1944	Granitz	11 25		Jonct. p. Varsovie.	
Varna	8 43	10 15	Bateau à vapeur du Lloyd.	2220	Oderberg	11 14	11 21	Jonct. p. Breslau et Berlin.	
Constantinople	12 45				Vienna	5 3			

Durée du parcours : 73 heures 52 minutes.

Durée du parcours : 75 heures 3 minutes.

PRIX DES BILLETS ET TARIF DES BAGAGES

POUR LE PARCOURS ENTRE CONSTANTINOPLE ET	BILLET				POUR 40 KILOGRAMMES DE L'EXCÉDANT DE BAGAGES		OBSERVATIONS
	I.		II.				
	CLASSE						
	Francs	Cent.	Francs	Cent.	Francs	Cent.	
Vienne.....	349	90	235	90	9	94	1. Une taxe fixe de 30 centimes sera perçue pour chaque Administration de chemin de fer, participant au transport, à titre d'enregistrement de bagages. 2. Pour le parcours entre Varna et Constantinople par bateau à vapeur la nourriture est comprise dans le prix du transport. 3. Les porteurs des billets à coupons II. Classe pourront faire le parcours entre Varna et Constantinople en I. Classe moyennant un billet de différence au prix de Frs. 22.50 Cent. à acheter sur le bateau. 4. Le prix de parcours entre Barboși et Galatz n'est pas compris dans le prix des billets à coupons, excepté ceux de Galatz à Constantinople et vice-versa. Ce prix s'élève pour l'aller, seulement : I. Cl. à Frs. 2.30 Cent. — II. Cl. Frs. 1.80 Cent.
Oderberg.....	290	10	213	40	8	72	
Granitz.....	284	50	206	95	8	35	
Cracovie.....	275	25	202	25	8	40	
Lemberg.....	274	—	171	45	6	40	
Czernowitz.....	202	45	147	45	5	40	
Suczawa.....	191	25	138	95	4	63	
Jassy.....	192	65	140	05	4	71	
Roman.....	178	75	129	60	4	43	
Braïla.....	150	05	108	40	2	94	
Galatz.....	154	85	111	70	3	44	
Bucharest-Tergovisti (Gare du N.)	122	55	86	40	1	79	
» Filaret (Gare du Sud).	121	05	87	30	1	73	

Dispositions particulières.

- Les livrets à coupons délivrés aux stations sus-nommées sont valables tant pour les trains indiqués à l'itinéraire, que pour le trajet du Danube et les bateaux du Lloyd entre Varna et Constantinople. Le trajet du Danube s'effectue en bateau à vapeur.
- Les enfants au-dessous de deux ans, tenus sur les genoux des personnes qui les accompagnent, voyagent gratis. Pour deux enfants de 2 à 10 ans, voyageant en même classe, il suffit d'un livret à coupons. Un seul enfant du même âge paie comme un adulte, mais il lui suffit pour la 1^{re} classe d'avoir un livret de II^e classe.
- Les livrets à coupons sont valables trois jours, y compris les jours de délivrance du livret et d'arrivée à la station destinataire.
- Chaque livret à coupons donne droit au transport gratuit de 25 kilogrammes de bagages.
- Ne seront admis au transport que les bagages des voyageurs proprement dits.
- Les équipages, chevaux, chiens, cadavres, ainsi que les objets inflammables en son emballage, de même que les transports des militaires et les trains particuliers, ne sont pas compris.
- Les voyageurs sont tenus d'assister en personne à la visite de leurs bagages aux bureaux des douanes à ODERBERG, GRANITZ, SUZAWA, GIURGEVO et ROUSTCHOUK; autrement les bagages seront retenus aux douanes.
- Durant la validité des livrets à coupons les voyageurs pourront interrompre le voyage aux stations indiquées par les coupons. Les bagages pourront être enregistrés pour la station destinataire, ou pour toute autre station (de coupon) intermédiaire.
- Les prix des livrets, ainsi que les taxes des bagages, seront perçus en Francs. Les prix et taxes sont indiqués au tarif ci-dessus, et affichés aux tableaux des prix de parcours aux guichets des stations débiteurs.
- La prime d'assurance s'élève à 2 par mille des valeurs déclarées pour 150 kilomètres de parcours au minimum à 25 centimes. Sur les bateaux à vapeur du Lloyd cette prime s'élève pour 250 francs, valeur déclarée à 65 centimes en hiver (depuis le mois d'octobre jusqu'au mois de mars) et à 83 centimes en été (depuis le mois d'avril jusqu'au mois de septembre).
- L'assurance particulière pour livraison en temps voulu ne sera pas admise.
- Les plaintes et réclamations seront adressées aux Administrations des stations débiteurs ou destinataires.
- Entre Vienne et Lemberg, ainsi qu'entre Suczawa et Bucarest les voyageurs pourront se servir des wagons-lits en payant une taxe supplémentaire.

PAQUEBOTS-POSTE «KHÉDIVIÉ»

MER MÉDITERRANÉE.

Service entre Constantinople et Alexandrie

Départ : Mercredi 25 Avril à 4 h. 1/2 p. m. touchant Gallipoli, Dardanelles, Mételin, Smyrne, Chio et Rhodes.
Vapeur : Fayoum, Capitaine Chersich.

AVIS.

M. Jean Psaltis informe le respectable public qu'il a dans son magasin un grand choix de meubles qu'il vend à des prix très modérés.
Les personnes qui voudraient bien visiter son magasin ne manqueront pas d'être satisfaites.
Bouyuk-Hendek Sockak, N° 20 et 22, près la Tour de Galata.

GRANDE CHANCE DE GAIN

le 15 mai prochain aura lieu le tirage des LOTS HONGROIS A PRIMES généralement très appréciés et dont le gros est cette fois-ci de 150,000 florins (300,000 francs) avec tirage de plusieurs autres lots importants
Promesses à 8 francs la pièce
Les ordres seront exécutés très-promptement contre envoi du montant. S'adresser à M. J. GUTH.
Maison de Banque et de Change, Vienne (Autriche) Kohlmarkt 6.

LA VELOUTINE

est une poudre de Riz spéciale préparée au bismuth, par conséquent d'une action salubre sur la peau. Elle est adhérente et invisible, aussi donne-t-elle au teint une fraîcheur naturelle.
CH. FAY, INVENTEUR.

POMMADE SATIN

Pour conserver aux mains la souplesse, la douceur et les préserver des gercures et autres accidents provoqués par le froid.
2, rue de la Paix. — PARIS.



SERVICIO POSTALE
DE LA COMPAGNIA ITALIANA
DI NAVIGAZIONE A VAPORE
FLORIO

ARRIVO IN COSTANTINOPOLI
Da Odessa..... ogni Lunedì
Da Marsiglia ecc..... Domenica

PARTENZA DA COSTANTINOPOLI
Per Odessa..... ogni Lunedì sera a ore 2
Per la linea di Marsiglia..... Martedì a ore 4

ITINERARIO.

Odessa, Constantinople, Dardanelles, Smyrne, Salonico (1) Pireo, Messina, Palermo, Napoli, Livorno, Genova e Marsiglia.
Tanto alla partenza quanto al ritorno, coincidenza o transito al Pireo di merci, passeggeri, posta coi vapori della Compagnia che fanno le linee di Trieste, Venezia, Brindisi e Corfù.
La compagnia s'incarica di qualunque spedizione di merci per ogni parte della Germania.
I viaggi da Odessa a Marsiglia e vice-versa avranno luogo senza transito.
Per informazioni, etc. dirigersi all'Agenzia principale, sita a Roum-hané, Cité Française N° 63, précisément nel locale che era occupato da Lloyd Austro-Ungarico, ovvero a quella succursale sita in Stambul Bakché-Capou, Cheislam han, N° 3.

(1) Una settimana Smyrne, altra Salonico.

FEUTRE POUR TOITURE

de Anderson et Son

Ce feutre, employé avec succès par les compagnies de chemins de fer, de mines de houille, et un grand nombre d'industriels, en France et en Angleterre, procure une toiture ininflammable par dessus, légère et de longue durée. Les toitures en feutre ANDERSON et SON existent depuis 25 à 30 ans.
Feutre pour doublage de navires, pour enveloppe de tuyaux et chaudières.
Agence et dépositaires,
L. et A. BERTIN FRÈRES.
Cité Française.

AVIS.

En vente aux bureaux du journal La Turquie et chez les principaux libraires de Pétra et de Galata, l'Almanach Synoptique à l'usage du Levant, pour l'année 1877.

TRANSFERT DE MAGASIN

Monsieur G. BAKER à l'honneur de prévenir sa nombreuse clientèle qu'il a transféré le dépôt de ses marchandises du Koulé-Kapou au nouveau et spacieux local qu'il a fait construire.

GRAND'RUE 500 PRÈS DU TUNNEL.

COMPAGNIE
RUSSE



DE NAVIGATION
A VAPEUR

DE COMMERCE & DU CHEMIN DE FER D'ODESSA

Pour ODESSA. — Les lundis et les jeudis ; arrivée à Odessa les mercredis et les samedis matin arrivée d'Odessa à Constantinople les lundis et les jeudis.

D'ODESSA correspondance par bateau à vapeur avec tous les ports russes de la mer Noire et d'Azof avec Kherson et Nikolajeff et par chemin de fer deux fois par jour avec tous les chemins de fer russe de l'Europe.

DEPART DU TRAJET DE CONSTANTINOPE :
à Pétersbourg..... 104 heures
à Moscou..... 142 heures
à Vienne..... 98 h. 55 m.

Le train de Vienne pour Paris part 1 h. 25 m. après l'arrivée du train d'Odessa, et le train pour Odessa 2 h. 45 m. après l'arrivée du train de Paris.

Pour éviter aux passagers l'embarras, la Compagnie a établi un service spécial entre le débarcadère des bateaux et la gare de Koulikovo de Chemin de fer; les trains partent du port pour la gare de Koulikovo à 8 heures 15 m. du matin et à 7 h. 45 m. du soir. Et pour les voyageurs arrivant par le chemin de fer de la gare de Koulikovo au port à 10 h. 45 m. du matin.

Les voyageurs peuvent profiter de ce service pour eux et pour leurs bagages sans payer surtaxe.

Pour POTI. — Service hebdomadaire. Départ de Constantinople les dimanches matin. Escala à Ineboli, Samson, Kerasounde, Ordou, Trébizonde et Batoum. Service spécial entre Batoum et Poti Arrivée à Constantinople les vendredis.

Pour BOMBAY touchant à Port-Saïd et Djeddah, chaque quatrième Samedi à partir du 18/30 Oct.

Pour ALEXANDRIE. — Les samedis de tous les 15 jours. Escala aux Dardanelles, à Smyrne, Chio, Rhodes, Marseille, Alexandrette, Lattaquié, Tripoli, Beyrouth, St-Jean d'Acre, Jaffa et Port-Saïd. Arrivée à Constantinople les dimanches matin.

Départs fréquents pour Marseille, le Havre, Anvers, Londres, les Indes et la Chine.

Le bureau des Postes d' l'Agence reçoit les lettres simples et chargées, envois d'argent et envois des bandes pour toute la Russie et le Caucase; les lettres simples et envois sous bandes pour toute l'Europe voie d'Odessa.

ASSURANCE CONTRE L'INCENDIE

L'HELVÉTIA

COMPAGNIE SUISSE D'ASSURANCE CONTRE L'INCENDIE A S. GALL.

Assurances sur maisons, mobiliers, magasins et marchandises à des primes très modérées. Prompt et libéral règlement des indemnités par le soussigné.

L'agent général, fondé de pouvoirs Galeta, Karakeuy N° 13. En face de la Bourse, à côté de Kaviar-Han.

NOUVELLE



COMPAGNIE MARSEILLAISE

DE NAVIGATION A VAPEUR

A. et L. FRAISSINET et Cie.

SERVICE HEBDOMADAIRE
ENTRE MARSEILLE ET CONSTANTINOPE

Départs le Marseille chaque jeudi

Départs de Constantinople chaque SAMEDI, à 4 h. du soir, en touchant à Rodosto, Gallipoli, Dardanelles, Salonique, Yolo, Piree et Naples.

Transbordement à Naples, sur les bateaux de la Compagnie, pour Civita-Vecchia, Livourne et Gènes, maison de transit A. et L. FRAISSINET et Cie. pour la France et l'étranger.

Pour plus amples informations s'adresser à l'Agence (Cité Française et à M. D. Courtoli, courtier et la Compagnie, à Carakany.

LA ROMANIA

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE D'ASSURANCES ÉTABLIE À BUCHAREST

Contre l'Incendie, la Grêle, les Sinistres Maritimes et sur la Vie.

Agent général à Constantinople, ALFRED DE CASTRO, avocat.
27, rue Yéni-Djami, Galata, en face la station du Tunnel.

TIMBRE HUMIDE

FACTURES RAYÉES

JOURNAUX

RÉGISTRES RAYÉS

TIMBRE SEC

TYPOGRAPHIE et LITHOGRAPHIE

CENTRALES

CARACTÈRES LATINS, TURCS, GRECS & ARMÉNIENS

L'Administration ayant reçu dernièrement de nouveaux caractères, se charge de tous travaux typographiques et impressions de luxe en différentes langues.
Elle est également à même d'exécuter des travaux lithographiques de la dernière perfection, si bien qu'on ne sera plus obligé, désormais, de s'adresser à Vienne ou à Paris pour les travaux délicats et de luxe; le personnel et les machines dont dispose l'IMPRIMERIE CENTRALE pouvant répondre à tous les besoins.

COMPTES-COURANTS

BILLETS MOTUAIRES

BROCHURES

Lettres de Mariage

LETTRES DE CHANGE